



**Communauté d'Agglomération Grand Calais
Terres et Mers**

**Direction du Patrimoine Bâti et Centre Technique
Communautaire**

Marché de fourniture : Achat de matériel électrique

Lot 1: Electricité industrielle

Lot 2: Electricité bâtiment

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

(C.C.A.P.)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Article premier - Objet, forme, durée et montant du marché

1.1 - Objet des fournitures

Les stipulations du présent document concernent les fournitures désignées ci-dessous :

Achat de matériel électrique pour la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 - Tranches et Lots

Les fournitures sont divisées en lots définis comme suit :

- Lot n° 1 : Electricité industrielle
- Lot n° 2 : Electricité bâtiment

1.3 - Forme du marché

Accord-cadre mono attributaire à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande et passé dans le cadre des dispositions de l'article 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.4 - Durée du marché

Le marché commence à la date précisée dans la lettre de notification du marché pour une durée de 1 an.

Il est reconductible 2 fois 1 an.

La personne publique prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché. Le titulaire du marché est tenu d'accepter la reconduction.

La décision prise par la personne publique est notifiée au titulaire, au plus tard 30 jours avant la date d'expiration de la période en cours.

Lorsque ce terme est atteint sans que la personne publique ait signifié au titulaire sa décision, celui-ci peut solliciter la reconduction du marché. En cas de silence gardé par la personne publique à l'expiration du marché, ce dernier n'est pas reconduit.

1.5 - Montant du marché

Les montants maximum annuels de commandes sont les suivants pour chaque lot :

Lot N°	Objet du lot	Montants maximum (HT)
Lot 1	Electricité industrielle	25 000 euros
Lot 2	Electricité bâtiment	25 000 euros

TOTAL annuel maximum pour l'ensemble des lots : 50 000 euros HT.

Ces montants s'entendent pour la période initiale du marché, et pour chaque période de reconduction.

Pour des besoins occasionnels de faible montant, la personne publique peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 10 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 € HT.

Le recours à cette possibilité ne dispense pas la personne publique de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché.

Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ◆ l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- ◆ le cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ◆ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ◆ le règlement de consultation ;
- ◆ **le catalogue de l'ensemble des produits proposés par le candidat dans le cadre du lot auxquelles il répond. Il pourra ainsi être consulté en cas de besoin d'une fourniture non prévu au bordereau des prix unitaires. Pour chaque article l'entreprise indiquera le coefficient de remise accordé pour ce dernier.**
- ◆ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, arrêté du 19 janvier 2009.

Article 3 - Délai d'exécution

Les fournitures sont livrées dans un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande correspondant. La Communauté d'Agglomération peut réduire ce délai à titre exceptionnel, en cas d'urgence.

Article 4 - Conditions de livraison

4.1 - Bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande délivrés par le service.

Les bons de commande comportent :

- la référence au marché ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- le lieu de livraison ;
- le lieu d'exécution ;
- La personne habilitée à signer les bons de commande est :

Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution maximale du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre du marché est fixée à 30 jours.

4.2 - Emballage

Sans objet.

4.3 - Mode de livraison

Aucune disposition particulière.

4.4 - Lieu de livraison des fournitures

Les lieux de livraison des fournitures sont précisés dans chaque bon de commande.

4.5 - Surveillance en usine

Aucune disposition particulière.

4.6 - Opérations de vérifications

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

4.7 - Décisions après vérification, l'admission :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS.

4.8 - Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

4.9 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.10 - Autres obligations

4.10.1 - Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours du marché selon les modalités définies à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1, L8241-1 du code du travail.

Toutes sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché définie à l'article 32.1 du CCAG FCS.

4.11 - Confidentialité et sécurité

4.11.1 - Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

4.11.2 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

4.11.3 - Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Article 5 - Garantie technique

La prestation est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, et ceci pendant 12 mois à compter du jour de la date de mise en service.

Article 6 - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Article 7 - Marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

Article 8 - Prix

8.1 - Forme des prix

Les fournitures sont rémunérées à prix unitaires.

Le prix de règlement est calculé en appliquant aux quantités réellement exécutées les prix unitaires de la série des prix suivante : Tarif, barème, mercuriale ou catalogue du fournisseur, sur lesquels est appliqué le rabais ou la majoration éventuellement indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Conformément au 10.1.3 du CCAG de Fournitures Courantes et de Services, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les services objet du présent marché, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que le déchargement.

8.2 - Variation des prix

8.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix est réputé établi aux conditions économiques du mois de Septembre 2017. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

8.2.2 - Type de variation des prix

En cas de reconduction, les prix unitaires de chaque lot sont révisés à la fin de la période initiale du marché pour une mise en application pour les commandes de la période de reconduction.

Les prix sont révisés par référence au tarif ou au barème que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à la personne publique contractante, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 30 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Le nouveau tarif sera fourni au format papier et informatique sur CD non réinscriptible en 3 exemplaires de chaque. Ces éléments seront fournis gratuitement.

Clause butoir

La variation des prix ne peut en aucun cas excéder le prix initial majoré de 15.00 %.

Clause de sauvegarde

La personne publique se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement du prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 15.00 %.

8.2.3 - Prestations supplémentaires et offres promotionnelles

Si, dans le cadre du présent marché, des prestations n'ont pas été expressément prévues au bordereau des prix, elles pourront, à titre exceptionnel faire l'objet d'une demande de devis et, le prix pratiqué, après acceptation du représentant du Pouvoir Adjudicateur, sera alors celui du devis.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant .

Article 9 - Délai de paiement

9.1 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution des services.

9.2 Modalités de règlement

9.2.1 Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les fournitures sont réglées en application aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires affectés du montant de remise ou de majoration effectué par le candidat sur son catalogue de prix, barème, tarif public ou tout autre document rendu contractuel.

Le montant des remises ou majoration est ferme pour toute la durée du marché. La personne publique pourra bénéficier des ventes promotionnelles organisées par le titulaire si les montant de celles-ci est inférieur au prix net (prix catalogue moins le rabais) du présent marché.

Les sommes dues au titre du marché sont réglées sur mémoire présenté conformément **aux articles 10 et suivants du CCAG de Fournitures courantes et de Services.**

9.2.2 - TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.2.3 - Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;

- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
Direction des Ressources Financières
76 boulevard Gambetta - CS 40 021
62101 CALAIS CEDEX

9.2.4 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

9.2.5 - Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

9.2.6 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

9.2.7 - Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

Article 10 - Avance

Sauf refus du titulaire, une avance est versée à l'entrepreneur dans les conditions prévues à l'article 110 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Sous réserve des dispositions de l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois (si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois).

Conformément à l'article 112 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conditionner le versement de l'avance à la présentation d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle portant sur tout ou partie du remboursement de l'avance. Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception de cette garantie ou caution.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début d'exécution des travaux au titre desquels est accordée cette avance.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des travaux exécutés au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

En cas de marché reconductible, les dispositions du présent article s'appliquent sur le montant des prestations de la période initiale et sur le montant de chaque reconduction.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des travaux est au moins égal à 50 000 € HT.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 11 - Droit, Langue, Monnaie

Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles 133 à 137 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."

Article 12 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités pour retard d'exécution seront de 3% du montant total de la commande par jour, avec un montant minimum de 15€ par jour.

Article 13 - Formation

Sans objet.

Article 14 - Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

Article 15 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 16 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS par l'article 12 du présent CCAP.